



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

### Comments - Commentaires

### Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

### Issuing Office - Bureau de distribution

Special Projects Division (SPD)/Division de Projets  
Spéciaux (DPS)

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

Terrasses de la Chaudière 4e étage

10 Wellington Street,

10 Wellington Street,

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> IPRMS Technology Partner Services	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> U8210-198681/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 003
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> U8210-198681	<b>Date</b> 2019-08-08
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XU-002-36647	
<b>File No. - N° de dossier</b> 002xu.U8210-198681	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2019-09-19</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Kim, Raquel	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 002xu
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 406-0742 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> INNOV, SCI AND ECON DEVT CAN PDP 1, 11 FLOOR 50 VICTORIA ST K1A0C9	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**LA MODIFICATION N° 003 DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER A POUR BUT DE**

- A. Répondre aux questions reçues des fournisseurs de l'industrie; et
- B. Modifier la DP.

**PARTIE A : QUESTIONS ET RÉPONSES****Question 023****Référence :**

Énoncé des travaux

**Question 023 :**

À la page 6 de l'Annexe A - Énoncé des travaux, section 2.4 "Portefeuilles et gouvernance" sous-section (b), il est indiqué : « À compter de juillet 2019, les initiatives suivantes sont prévues pour les SGDPI (i) Dossiers de PI et solutions de déroulement du travail pour les brevets et la Commission d'appel des brevets, (ii) Dossiers de PI et solutions de déroulement du travail pour la Commission des oppositions de marques de commerce et de marques de commerce, (iii) Dossiers IP et solutions de déroulement du travail pour les droits d'auteur et les dessins industriels, (iv) Système financier intégré et (v) Gestion des documents et des dossiers de PI. ».

L'article 3.5 Besoins en services stipule que « Le partenaire en technologies doit satisfaire aux besoins en services de gestion des droits de propriété intellectuelle (SGDPI) décrits dans le tableau ci-dessous : » La première exigence est ADS.00 élaborer des applications pour les SGDPI. Comme il existe des solutions intégrées qui sont facilement disponibles pour répondre aux besoins de l'OPIC, on ne sait pas exactement comment elles seront obtenues. Cela fait-il partie du SDA.00? Est-il prévu que le partenaire technologique identifie, fournit et met en œuvre la solution dans le cadre de la première autorisation de tâche? Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir des précisions supplémentaires sur le composant de la solution logicielle intégrée.

**Réponse 023 :**

L'OPIC n'est pas au courant des solutions commerciales disponibles à l'appui de ses initiatives dans le cadre du portefeuille du SGDPI, puisque les lois et règlements relatifs aux droits de PI sont propres à chaque Bureau de Propriété intellectuelle. Si de telles solutions étaient disponibles, l'acquisition de ces solutions ne relève pas du domaine d'application « Service de développement d'applications » (SDA).

L'OPIC prévoit que les autorisations de tâches initiales relatives au SGDPI seront axées sur l'évaluation, puis identifications des options pour une solution portant sur la gestion de cas et de flux de travail, puis sur l'identification des options permettant d'améliorer de son système financier, et de permettre, entre autres, la numérisation de documents numériques. Une fois que les partenaires technologiques et les partenaires commerciales ont compris l'état actuel des choses, des lots de travaux destinés aux développements puis à la mise en œuvre des technologies intégrées et des solutions commerciales seraient ensuite émis au moyen de différentes autorisations de tâches.

**Question 024****Référence :**

## Énoncé des travaux

**Question 024 :**

En ce qui concerne l'Appendice 2 de l'annexe A - Gouvernance du programme de MTI de l'OPIC, ou et à quel titre l'OPIC considère-t-il que les fonctions opérationnelles participent à la gouvernance du SGDPI et du CNO?

**Réponse 024 :**

En ce qui concerne la gouvernance de l'initiative de modernisation des TI, l'OPIC envisage un environnement dans lequel les principaux membres des partenaires technologiques et partenaires commerciaux participent régulièrement aux comités et groupes de travail propres au portefeuille. De plus, il est prévu que les représentants des partenaires technologiques et partenaire commercial travailleront en étroite collaboration avec les administrateurs des directeurs des portefeuilles du CNO et du SGDPI et contribueront ainsi au comité directeur des programmes. L'objectif de la structure du portefeuille est d'intégrer des ressources humaines dédiées à temps plein issues des différentes fonctions commerciales.

**Question 025****Référence :**

Énoncé des travaux

**Question 025 :**

Le Canada a-t-il déterminé la plate-forme de développement du SGDPI et du CNO afin de déterminer si elle sera basée sur les services nuagiques et si une plate-forme particulière doit être utilisée (p. ex., une plate-forme de services orientée vers la gestion de cas)? Il s'agira d'un facteur essentiel pour déterminer les compétences nécessaires à l'équipe centrale proposée.

**Réponse 025 :**

Le Canada n'a pas encore choisi de plate-forme pour le développement de solutions SGDPI ou CNO. Dans la mesure du possible, à des fins de développement, l'OPIC a l'intention de tirer parti des licences accordées par le GC pour les services Cloud. Si cela n'était pas viable ou approprié, l'OPIC, avec l'aide des partenaires technologiques et partenaire commercial, explorera d'autres options et utilisera la technologie la plus appropriée.

**Question 026****Référence :**

Énoncé des travaux

**Question 026 :**

Les documents d'orientation et de vision mentionnés dans la DP indiquent que l'OPIC développera de nouvelles stratégies et capacités commerciales spécifiques pour moderniser ses fonctions internes de gestion de cas et son approche en matière de mobilisation des clients. Ce travail est-il effectué à titre d'initiative distincte du SGDPI et du CNO? Si tel est le cas, quand est-il prévu que ces travaux soient suffisamment terminés pour que le développement du nouveau logiciel de support du SGDPI et du CNO débute ?

**Réponse 026 :**

La modernisation, l'harmonisation et l'intégration des solutions commerciales et technologiques du SGDPI et du CNO seront réalisées dans le cadre de l'initiative de modernisation des TI de l'OPIC.

L'OPIC a mis au point un modèle d'opération cible à l'échelle de l'entreprise, qui comprend une vision d'entreprise et d'information du CNO et du SGDPI. Par conséquent, les travaux de développement sur les parties initiales de ces éléments pourraient commencer dès l'automne 2019. Par la suite, avec l'appui des partenaires technologiques et du partenaire commercial, l'OPIC examinera, révisera et élargira le modèle d'opération cible afin d'y inclure des points de vue sur les applications et la technologie, ce qui orientera à leur tour les travaux de développement futurs.

**Question 027****Référence :**

Énoncé des travaux

**Question 027 :**

Le Canada a-t-il défini sa stratégie concernant le nouveau système financier à l'échelle de l'entreprise, qui doit prendre en charge le système de gestion intégrée de registres? L'OPIC adoptera-t-il le nouveau cadre du projet relatif à la gestion financière du gouvernement du Canada (GFGC)?

**Réponse 027 :**

Oui, le Canada a défini sa stratégie pour un système financier à l'échelle de l'entreprise. La stratégie repose sur la solution financière et de gestion des matériaux du gouvernement du Canada « GFGC ». L'OPIC a l'intention de tirer parti de la solution GFGC et de s'aligner sur celle-ci. Toutefois, si cela n'était pas viable ou approprié, l'OPIC, avec l'aide des partenaires technologiques demanderait l'approbation des modifications ou des configurations.

**PARTIE B : RÉVISIONS DE LA DP****Révision 002**

Les révisions suivantes sont apportées pour répondre à la **Question 012** à la **Modification no. 001 de la sollicitation**.

I. L'annexe E - Évaluation et sélection est modifiée comme suit :

**INSÉRER** le contenu suivant entre la définition de « Agile » et « Gestion des cas et du flux de travail » dans « 2. Définitions » de la Section 1 - Évaluation technique :

**Soumissionnaire**, aux fins des critères obligatoires ou cotés relatifs à l'organisation décrits à l'appendice 1 de l'annexe E - Critères relatifs à l'organisation, la définition du terme « soumissionnaire » indiquée à l'article 04 Définition de soumissionnaire des Instructions uniformisées de 2003 est remplacée par la définition suivante :

*« Soumissionnaire » signifie une personne ou une entité (ou, dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui soumet une proposition en vue d'exécuter un contrat de biens ou de services, ou les deux. Le terme comprend également la société mère, les filiales ou les autres affiliées du soumissionnaire.*

**SUPPRIMER** « 5.2 Évaluation » dans son intégralité et **REEMPLACER AVEC** ceci :

## **5.2 ÉVALUATION**

La soumission technique d'un soumissionnaire sera évaluée en fonction de chacun des critères obligatoires énoncés à l'appendice 1 de l'annexe E - Critères relatifs à l'organisation et à l'appendice 2 de l'annexe E - Critères relatifs aux ressources clés; chaque critère recevra la mention « satisfait » ou « non satisfait ». L'obtention d'une mention « non satisfait » fera en sorte que la soumission sera jugée irrecevable. Une approche consensuelle sera utilisée en cas de divergence d'évaluation entre les membres de l'équipe d'évaluation concernant tout critère obligatoire.

Lorsque le soumissionnaire cite l'expérience de sa société mère, de sa filiale et/ou de sa société affiliée en réponse à un critère obligatoire relative à l'organisation, cette expérience sera considérée comme invalide si le soumissionnaire ne remplit pas les exigences décrites au sous-article « 5.1.3 Expérience de la société mère, filiale et/ou la société affiliée du soumissionnaire » dans la Partie 5 - Attestations. La réponse du soumissionnaire à ce critère obligatoire relative à l'organisation pourrait donc être « non satisfait ».

La soumission technique qui répond à tous les critères obligatoires sera évaluée davantage et recevra une note pour les critères cotés conformément à la section ci-dessous.

**INSÉRER** le paragraphe suivant après le premier paragraphe de « 6.2 Évaluation et notation » :

Lorsque le soumissionnaire cite l'expérience de sa société mère, de sa filiale et/ou de sa société affiliée en réponse à un critère coté relative à l'organisation, cette expérience sera considérée comme invalide si le soumissionnaire ne remplit pas les exigences décrites au sous-article « 5.1.3 Expérience de la société mère, filiale et/ou la société affiliée du soumissionnaire » dans la Partie 5 - Attestations. Par conséquent, la réponse du soumissionnaire à ce critère coté relative à l'organisation peut ne donner aucun point.

II. La partie 5 - Attestations est modifiée comme suit :

**INSÉRER** le sous-article 5.1.3 suivant après le sous-article 5.1.2 à l'article « 5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires » :

### **5.1.3 Expérience de la société mère, de la filiale et/ou de la société affiliée du soumissionnaire**

**(a) Permission** : Lorsque le soumissionnaire cite l'expérience de sa société mère, de sa filiale et/ou de sa société affiliée, il certifie qu'il a obtenu l'autorisation de sa société mère, de sa filiale et/ou de sa société affiliée pour utiliser cette expérience dans la préparation de la soumission. À la demande de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir une confirmation écrite, signée par sa société mère, sa filiale et/ou sa société affiliée, de la permission donnée au soumissionnaire.

**(b) Accord** : Lorsque le soumissionnaire cite l'expérience de sa société mère, de sa filiale ou de sa société affiliée, il certifie qu'il a signé un accord formel avec sa société mère, sa filiale et/ou sa société affiliée, stipulant que si un contrat lui est attribué à la suite de la demande de soumissions, il peut s'appuyer sur toute l'expérience de sa société mère, de sa filiale et/ou de sa société affiliée, citée dans son offre, pour exécuter les travaux pendant toute la durée du contrat. À la demande de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir une confirmation écrite, signée par sa société mère, sa filiale et/ou sa société affiliée, de l'entente signée.

**(c) Remplaçant** : Avant l'attribution du contrat, si le soumissionnaire retenu, pour des raisons indépendantes de sa volonté, est incapable d'utiliser l'expérience citée, il peut proposer un remplaçant avec des compétences et une expérience équivalentes ou supérieures. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison du remplacement dans un délai de quinze (15) jours ouvrables et fournir le nom, les compétences et l'expérience du remplaçant proposée. Le Canada se réserve le droit de rejeter tout remplaçant pour n'importe quelle raison s'il considère que ses compétences et son expérience sont inférieures à celles de son prédécesseur. Si le soumissionnaire ne peut fournir un remplacement satisfaisant, le Canada peut résilier le contrat pour cause de manquement à celui-ci. Pour plus de précision, les situations suivantes peuvent être considérées comme

indépendantes de la volonté du soumissionnaire : l'accord du soumissionnaire signé avec sa société mère, sa filiale et/ou sa société affiliée est résilié pour un motif valable; La société mère, la filiale et/ou la société affiliée du soumissionnaire font faillite, une fusion ou une acquisition de la société mère, de la filiale et/ou de la société affiliée du soumissionnaire ou lorsque, pour une raison quelconque, ses activités sont rendues inopérantes pour une période prolongée.

III. Le formulaire 1 de l'annexe E - Contrats de référence pour les critères relatifs à l'organisation est modifié comme suit :

**INSÉRER** le contenu suivant après le dernier paragraphe du document d'origine :

En outre, il est demandé au soumissionnaire de remplir le formulaire 1 (c) ci-dessous pour indiquer s'il utilise ou non l'expérience de sa société mère, de sa filiale et/ou de sa société affiliée en réponse à l'un des critères de l'entreprise, en cochant la case « Oui » ou « Non ». Si la case « Oui » est cochée, il est demandé au soumissionnaire de répertorier tous les contrats de référence associés.

FORMULAIRE 1 (c) - DÉCLARATION D'EXPÉRIENCE CITÉE DE LA SOCIÉTÉ MÈRE, FILIALE ET/OU AFFILIÉE DU SOUMISSIONNAIRE			
CRITÈRE RELATIF À L'ORGANISATION N° D'ID	DÉCLARATION		N° DU CONTRAT CITÉ EN RÉFÉRENCE ORG
OO-1	Partie A	Oui [ ] Non [ ]	
	Partie B	Oui [ ] Non [ ]	
OO-2	Partie A	Oui [ ] Non [ ]	
	Partie B	Oui [ ] Non [ ]	
OO-3	Oui [ ] Non [ ]		
OO-4	Oui [ ] Non [ ]		
OO-5	Oui [ ] Non [ ]		
CO-1	Partie A	Oui [ ] Non [ ]	
	Partie B	Oui [ ] Non [ ]	
CO-2	Partie A	Oui [ ] Non [ ]	
	Partie B	Oui [ ] Non [ ]	
CO-3	Oui [ ] Non [ ]		
CO-4	Oui [ ] Non [ ]		
CO-5	Oui [ ] Non [ ]		
CO-6	Partie A	Oui [ ] Non [ ]	
	Partie B	Oui [ ] Non [ ]	
CO-7	Oui [ ] Non [ ]		

**Révision 003**

La partie 5 - Attestations est modifiée comme suit :

**SUPPRIMER** le sous-article « 5.1.2 Ressources » dans son intégralité et **REEMPLACER AVEC** ceci :

**5.1.2 Ressources**

**(a) Permission** : Si le soumissionnaire a proposé une ressource qui ne fait pas partie de ses employés, il doit attester qu'il a la permission de cette ressource d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la ressource, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité.

**(b) Statut et disponibilité du personnel** : Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque ressource proposée dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ces derniers. Si, pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'une personne nommée dans sa soumission, il peut proposer une autre personne possédant des compétences et une expérience similaires ou supérieures. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison du remplacement dans un délai de quinze (15) jours ouvrables et fournir le nom, les compétences et l'expérience de la personne proposée. Aux fins de la présente clause, seules les raisons suivantes seront considérées comme indépendantes de la volonté du soumissionnaire : mort, maladie, congé de maternité ou congé parental, départ à la retraite, démission, congédiement justifié ou résiliation pour manquement à une entente.

**(c) Études et expérience** : En répondant à la demande de soumissions, le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans le curriculum vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque personne qu'il a proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

**Révision 004**

La partie 7 - Clauses du contrat subséquent modifiées comme suit :

**INSÉRER** L'article 7.23 comme suit :

**7.23 EXPÉRIENCE DE LA SOCIÉTÉ MÈRE, DE LA FILIALE ET/OU DE LA SOCIÉTÉ AFFILIÉE DE L'ENTREPRENEUR**

- (a) Lorsque l'entrepreneur cite l'expérience de sa société mère, de sa filiale ou de sa société affiliée pour répondre aux critères d'évaluation de l'appel d'offres, il certifie qu'il a signé un accord formel avec sa société mère, sa filiale et/ou sa société affiliée, stipulant que si un contrat lui est attribué à la suite de la demande de soumissions, il peut s'appuyer sur toute l'expérience de sa société mère, de sa filiale et/ou de sa société affiliée, citée dans son offre, pour exécuter les travaux pendant toute la durée du contrat. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir une confirmation écrite, signée par sa société mère, sa filiale et/ou sa société affiliée, de l'entente signée.
- (b) Pendant l'exécution du contrat, si l'entrepreneur, pour des raisons indépendantes de sa volonté, est incapable d'utiliser l'expérience citée, il peut proposer un remplaçant avec des compétences et une expérience équivalentes ou supérieures. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante de la raison du remplacement dans un délai de quinze (15) jours ouvrables et fournir le nom, les compétences et l'expérience du remplaçant proposée. Le Canada se réserve le droit de rejeter tout remplaçant pour n'importe quelle raison s'il considère que ses compétences et son expérience sont inférieures à celles de son prédécesseur. Si l'entrepreneur ne peut fournir un remplacement satisfaisant, le Canada peut résilier le contrat pour cause de manquement à celui-ci. Pour plus de précision, les situations suivantes peuvent être considérées comme indépendantes de la volonté de l'entrepreneur : l'accord de l'entrepreneur signé avec sa société mère, sa filiale et/ou sa société affiliée est résilié pour un motif valable; la société mère, la filiale et/ou la société affiliée de l'entrepreneur font faillite, une fusion ou une acquisition de la société mère, de la filiale et/ou de la société affiliée de l'entrepreneur ou lorsque, pour une raison quelconque, ses activités sont rendues inopérantes pour une période prolongée.

**TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS  
DEMEURENT INCHANGÉS**